

le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 17 septembre 2023 N° 498 PRIX : 0,60 Euro

**En Afrique comme ailleurs,
c'est le capitalisme qui sème la misère !**



- Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial

En Afrique comme ailleurs, c'est le capitalisme qui sème la misère !

Page 3 : À bas la Françafrique! Travailleurs d'Afrique et de France, mêmes exploités, même combat !

Pages 4 à 6 **Sénégal** : Macky Sall et ses anciennes promesses contre la vie chère.

Pages 6 à 10 **Côte d'Ivoire** :

▶ Élections municipales et régionales ...

▶ Augmentation du prix du riz, une nouvelle attaque contre le pouvoir d'achat des plus pauvres.

▶ Stade d'Ebimpé ou stade «imbibé» ?

▶ Une rentrée scolaire catastrophique pour les travailleurs
▶ SOTACI : les travailleurs relèvent la tête !

▶ Grogne contre les mauvaises conditions et la précarité du travail.

▶ Grève réprimée dans une entreprise de BTP.

Page 10 **Maroc** : séisme, un phénomène géologique naturel, mais ses conséquences sociales ne le sont pas.

Page 11 **International** :

Pendant que 258 millions de personnes vivent dans «l'extrême pauvreté», des milliards sont distribués aux capitalistes.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

EN AFRIQUE COMME AILLEURS, C'EST LE CAPITALISME QUI SÈME LA MISÈRE !

Malgré ce que chantent à longueur de journée certains dirigeants africains sur «l'Afrique émergente» ou sur «l'Afrique qui relève les défis de la modernité», la grande majorité de la population s'enfoncé toujours plus dans la misère. Ce mouvement s'est accéléré avec la propagation de l'épidémie de Covid en 2019 et la flambée des prix qui l'a accompagné. Les conséquences de la guerre en Ukraine, la spéculation sur les matières premières et l'inflation liée à la crise économique mondiale ont aggravé encore plus le sort des populations déjà vulnérables, notamment en Afrique subsaharienne.

Selon une enquête de l'ONU, 98 millions d'enfants ne retrouveront pas le chemin de l'école au sud du Sahara cette année 2023 alors que le continent africain contient à lui tout seul 40% des 244 millions d'enfants de 6 à 18 ans non scolarisés dans le monde. Cette déscolarisation est le signe d'un appauvrissement global d'une grande partie de la population. Les familles pauvres ont tendance à sortir de plus en plus tôt leurs enfants de l'école pour qu'ils rapportent un peu d'argent à la maison en faisant des petits boulots. Les jeunes filles sont mariées de plus en plus jeunes pour alléger les dépenses de leurs parents. Signalons que dans certains pays comme le Niger ou le Tchad, près de la moitié des enfants n'étaient déjà pas scolarisés avant la crise du Covid.

Dans une telle situation de misère aggravée, la moindre épidémie fait des ravages parmi les plus démunis car ils n'ont accès ni aux médicaments, ni aux vaccins ni aux hôpitaux pour se faire soigner. Une simple grosse pluie se transforme en catastrophe de même qu'une petite période de sécheresse. Ce n'est pas le changement de climat qui est responsable de ces catastrophes mais l'organisation capitaliste de la société.

L'Afrique ressemble de plus en plus à un océan de misère au milieu duquel émerge un îlot de richesses qui ne profite qu'à une toute petite minorité de privilégiés. C'est l'image hideuse du capitalisme où les richesses produites par les travailleurs des villes et des campagnes s'accumulent entre les mains des exploités et de leurs larbins au pouvoir.

L'« émergence » et les prétendus progrès économiques réalisés en Afrique, c'est pour les parasites locaux qui ramassent les miettes que leur laisse la grande bourgeoisie des pays impérialistes, principale bénéficiaire du pillage des richesses du continent.

Ce pillage impérialiste a commencé pendant la colonisation et s'est poursuivi après la décolonisation. Il se poursuivra jusqu'à ce que les travailleurs de par le monde s'organisent pour mettre fin au système capitaliste en expropriant la classe exploi-

teuse et en prenant en main les commandes du pouvoir afin d'organiser la production non plus pour engraisser la minorité parasite mais pour satisfaire les besoins de la grande majorité.

À BAS LA FRANÇAIFRIQUE ! TRAVAILLEURS D'AFRIQUE ET DE FRANCE, MÊMES EXPLOITEURS, MÊME COMBAT !

En l'espace de quelques mois, plusieurs pays de l'Afrique francophone ont connu des coups d'État au cours desquels des régimes dictatoriaux fidèles à l'impérialisme français ont été balayés par des militaires. Ceux-ci contestent la présence militaire française sur leur sol ainsi que la mainmise de l'impérialisme français sur leur pays. Les relations entre le président français et ces putschistes au Mali, Burkina Faso et Niger ne cessent de se dégrader.

Sur cette question, nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de l'hebdomadaire N° 2875 du 08 Septembre 2023 de nos camarades de Lutte Ouvrière édité en France.

« *On vit chez les fous !* », s'est étranglé Macron, lundi dernier, à propos de la vague de putschs en Afrique, devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée. Mais qui sont les fous dans cette histoire ? Ceux qui rejettent la présence française au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ou ceux qui, comme Macron, sont prêts à déclencher une nouvelle guerre qui enfoncera davantage le Sahel dans le chaos guerrier ?

Macron joue les matamores contre la junte nigérienne et refuse de rappeler son ambassadeur. Il ne digère pas que la France soit poussée dehors. À l'entendre, l'armée française aurait sauvé le Sahel du djihadisme ! Mais la population est bien placée pour faire le vrai bilan de l'opération Barkhane, lancée il y a dix ans : les bandes armées continuent de pulluler, elles rackettent et sèment la terreur dans une zone de plus en plus étendue.

Et qu'est-ce que la longue présence française en Afrique a apporté à ces pays, qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ? Des routes ? Des dispensaires et des écoles ? Même pas. Quand la France a eu besoin de routes pour transporter les richesses minières ou agricoles de ces pays, elle les a construites, mais cela s'arrête là.

Les réserves d'uranium du Niger permettent aux centrales nucléaires de produire de l'électricité en France, quand la majorité de la population du Niger en est privée. Le Gabon a fait les beaux jours d'Elf-Aquitaine et de Total, qui y ont exploité le pétrole. Et le groupe français Eramet y exploite aujourd'hui le manganèse, sans que la population en profite.

Le même type de domination se retrouve en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Congo, au Sénégal... Car le pillage n'appartient pas à un passé colonial révolu. Il s'agit du présent, et d'un présent toujours fait de dictatures infâmes et soutenues par la France. C'est ce qui rend insupportables les leçons de démocratie adressées à l'Afrique.

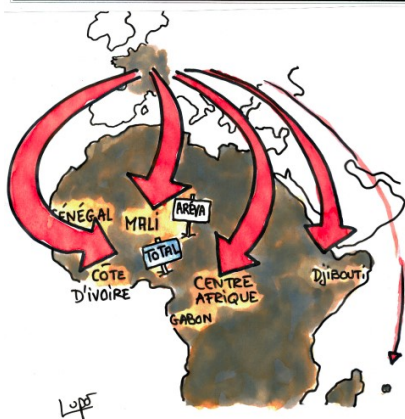
Au Gabon, secoué la semaine dernière par une révolution de palais, la dynastie Bongo est restée au pouvoir 54 ans, soutenue par tous les présidents de la Vème République, de De Gaulle à Macron. Et c'est avec leur complicité que la famille Bongo a amassé, en France, une fortune de plus de 85 millions, constituée de 33 propriétés en région parisienne et onze autres sur la Côte d'Azur. La dynastie Bongo fait partie des sous-traitants de l'impérialisme français grassement rémunérés.

La place n'a pas l'air d'être mauvaise au Tchad, où Mahamat Deby a succédé à son père, à travers un putsch soutenu sans délai par Macron. De même au Congo-Brazzaville, où Sassou Nguesso règne depuis 41 ans... À partir du moment où ils faisaient le jeu des capitalistes français, les présidents à vie et les galonnés couverts de sang ont toujours été de grands amis de la République.

Alors oui, les travailleurs, les ouvriers et les paysans africains ont bien des raisons de rejeter l'impérialisme français !

Dans ce combat, ils doivent pouvoir compter sur les travailleurs d'ici, dont toute une fraction vient d'ailleurs d'Afrique et y garde de multiples liens.

L'AFRIQUE A-T-ELLE POUR VOCATION D'ACCUEILLIR
TOUS LES MILITAIRES FRANÇAIS DU MONDE?



L'Afrique est mise en coupe réglée par la même grande bourgeoisie qui nous exploite ici et inspire la politique antiouvrière de Macron. C'est pour les intérêts exclusifs de ce grand patronat que le gouvernement est va-

t-en-guerre en Afrique et qu'il s'est engagé derrière les États-Unis contre la Russie en Ukraine. Lutter contre son propre impérialisme, les guerres et les ravages qu'il fomente, fait partie intégrante du combat de tous les travailleurs.

Ne nous étonnons pas que les putschistes, pourtant issus du sérail des dictatures, soient applaudis par la population. Comme nombre de travailleurs rêvent ici de dégager Macron en s'appuyant sur n'importe quel politicien, de nombreux Maliens, Nigériens ou Gabonais se réjouissent de voir dégager des hommes corrompus jusqu'à la moelle. Quand bien même ils se doutent que les putschistes sont tout aussi avides que ceux qu'ils prétendent remplacer.

Ne nous étonnons pas non plus que certains imaginent que la tutelle russe, chinoise ou américaine pourrait être plus avantageuse. Tant que les travailleurs ne prendront pas confiance en leur propre camp, ils se retrancheront derrière ce qu'ils estiment être le moins pire, ou chercheront un sauveur suprême parmi les nombreux démagogues.

Même si nous sommes peu nombreux à en avoir conscience aujourd'hui, les travailleurs constituent la seule force capable de remplacer cet ordre mondial pourrissant. La seule force capable de mettre fin à l'exploitation et à la domination des pays riches sur les pauvres. La seule force capable d'en finir avec toutes les rivalités impérialistes qui s'étalent aujourd'hui au grand jour et qui nous mènent au chaos guerrier généralisé.

Sénégal

MACKY SALL ET SES ANCIENNES PROMESSES CONTRE LA VIE CHÈRE

Il y a un an, le 26 septembre 2022, à la suite d'une série de manifestations contre la vie chère, le président sénégalais Macky Sall annonçait qu'il s'engageait à prendre « 15 mesures pour renforcer le pouvoir d'achat des sénégalais ». Quelques semaines plus

tard, le 7 novembre 2022, face à la colère populaire qui continuait à monter, le nombre de « mesures » est monté à 55, mais la montagne de promesses de Macky Sall n'a même pas accouché d'une souris !

Voici, à titre d'exemple, ce que son gouvernement annonçait alors comme mesures applicables sans délai : Le prix du kilo de riz brisé « 100% indien » devait passer de 350 à 325 Fr - le litre d'huile, de 1200 à 1100 Fr - le kilo de sucre, de 600 à 575 Fr - l'oignon local, de 500 à 400 Fr le kilo - l'oignon importé, de 700 à 500 Fr - la pomme de terre locale, de 600 Fr à 400 Fr le kilo, etc. Il avait même annoncé une baisse de 20% sur les loyers inférieurs à 300 000 francs.

Les jours et les semaines se sont écoulés mais les consommateurs n'ont pas vu grand-chose. Les détaillants ont préféré ne pas vendre leurs produits plutôt que de les vendre à perte tandis que les grossistes ont trouvé les moyens de créer artificiellement une pénurie et d'alimenter la flambée des prix. Mais le gouvernement, au lieu de s'en prendre aux gros bonnets de l'import export ainsi qu'aux grossistes des denrées produites localement comme le sucre, l'huile d'arachide et autres produits agricoles, a indexé les petits boutiquiers.



Petite boutique d'un quartier populaire à Dakar

Le recrutement de « 1000 jeunes volontaires » dont la mission est de circuler dans les marchés et les quartiers populaires pour contrôler les prix, fait partie de la politique du gouvernement consistant à faire porter le chapeau aux petits détaillants et de laisser tranquille les grossistes. Dans la panoplie des mesures démagogiques, on peut noter également la création d'un « numéro vert » et d'une « journée nationale des consommateurs ».

Quant aux prix des loyers, les petits locataires n'ont constaté aucune amélioration,

bien au contraire, cette prétendue baisse s'est transformée en quasi doublement des loyers. Dès l'annonce de la mesure, les bailleurs ont commencé à donner des préavis de fin de contrat à leurs locataires sous prétexte de travaux à effectuer dans les appartements. Certains ont fait juste repeindre les appartements pour doubler ensuite le loyer en imposant trois mois de loyer payés d'avance. Ainsi par exemple à Keur Massar (une banlieue populaire de Dakar où les loyers sont relativement moins élevés que dans de nombreux autres endroits de la capitale) le même appartement avec une chambre et salle de bain qu'on louait à 25 000 francs par mois jusqu'en octobre de l'année dernière est monté jusqu'à 50 000 francs aujourd'hui. Ce renchérissement de loyer a poussé les familles à faibles revenus à s'éloigner vers les banlieues encore plus loin de leur lieu de travail.

Les prix des denrées alimentaires ont aussi monté en flèche au lieu de baisser comme annoncé par le gouvernement. Par exemple, le kilo de sucre qui valait 600 francs l'année dernière se vend aujourd'hui à 800 francs chez les commerçants des quartiers populaires. Le litre d'huile qui était à 1200 francs est aujourd'hui entre 1500 et 1800 francs selon les quartiers. Le riz « parfumé-brisé » qui se vendait entre 400 et 450 francs le kilo est vendu aujourd'hui entre 500 et 550 francs, etc.

Les conditions d'existence des classes populaires n'ont donc fait que se dégrader. La flambée des prix, les bas salaires, les frais de scolarité en cette période de rentrée scolaire, le coût du transport, des loyers et tout le reste font que même ceux qui ont la chance d'avoir un salaire régulier ne voient pas le bout du tunnel. La guerre en Ukraine et les spéculations sur le prix du blé et du transport maritime ont fait monter le prix de la farine. Le prix du riz est de nouveau en hausse suite à la décision de l'Inde de limiter son exportation.

Le jour du 1^{er} Mai 2023, les principales centrales syndicales rassemblées derrière la CSCS (Coalition des Centrales Syndicales du Sénégal) ont dénoncé « le non respect des

droits des travailleurs et les salaires minables » et réclamé que les heures supplémentaires soient payées contrairement à ce qui se passe dans de nombreux secteurs, dont celui de l'hôtellerie. Certains ont même annoncé qu'ils sont prêts à appeler à la grève si le gouvernement et le patronat ne les écoutent pas, et blablabla et blablabla comme chaque année en pareille occasion.

Le mépris du gouvernement et du patronat ne date pas d'aujourd'hui. La colère dans la population ouvrière contre la flambée des prix et les bas salaires est bien réelle, mais les dirigeants des principaux syndicats passent plus de temps à participer à des colloques et autres journées de concertation ou de négociation avec ceux qui exploitent et oppriment les travailleurs qu'à mobiliser et encourager les travailleurs à relever la tête.

En tout cas, une chose est sûre, il n'y aura aucune amélioration de la situation de la classe ouvrière si celle-ci ne se met pas en lutte pour faire reculer le gouvernement et

le patronat. En s'organisant et en se mobilisant pour les combats à mener, elle montrera aussi le chemin de la lutte à l'ensemble de la population pauvre pour améliorer ses conditions d'existence plutôt que de mettre ses espoirs sur tel ou tel candidat de l'opposition.



1^{er} mai 2023 à Dakar. Rassemblement sur la Place de la Nation, organisé par la Coalition des centrales syndicales en présence du ministre du Travail.

Côte d'Ivoire

ÉLECTIONS MUNICIPALES ET RÉGIONALES : UNE AFFAIRE DE SINÉCURE ET DE «MANGEMENT» !

Des élections municipales couplées aux régionales ont eu lieu le 2 septembre 2023 afin de renouveler les membres des 201 conseils municipaux et des 31 conseils régionaux. Ces élections ont été largement remportées par le RHDP, le parti au pouvoir. Il rafle à lui seul 123 communes et 25 régions. Ce sont ensuite ces nouveaux conseillers municipaux et régionaux qui doivent élire à leur tour 66 sénateurs sur les 99 que comptent le sénat, les 33 autres étant nommés par le président.

Pas grand monde ne se fait d'illusions sur l'importance de ces élections. Par delà leur étiquette tous les candidats se valent. Ce qui les fait courir c'est d'abord leurs intérêts personnels. Le fait d'être élu leur donne accès à des postes juteux et leur assure des positions dans la société pour la durée de

leur mandat. À la veille de chaque échéance électorale, c'est le branle-bas au sein des chapelles politiques. C'est la période des alliances et des « transhumances » pour se trouver dans le bon wagon.

Pour arriver à leur fin, ces gens-là sont capables de tout, y compris de monter les populations les unes contre les autres, en propageant la xénophobie, en s'appuyant sur les divisions ethniques, régionales ou religieuses. Depuis 30 ans qu'ils s'affrontent ainsi, ils ont semé la haine, la méfiance et la mort. Ce poison est toujours là et nous vivrons toujours sous sa menace si nous n'en prenons pas garde en nous laissant piéger par les discours de ces politiciens sans scrupules, affamés de pouvoir et de privilèges.

Même lorsque les élections ne sont pas entachées de sang, ce qui est rarement le cas, les travailleurs et l'ensemble des populations pauvres n'ont rien de bon à en attendre car ce n'est pas là que leur sort se décide. Dans un monde dominé par l'argent, c'est la bourgeoisie en tant que classe sociale dominante qui décide du fonctionnement de la société en fonction de ses intérêts. L'État est entre ses mains et les politiciens aux différents échelons du pouvoir ne sont que ses exécutants quand ils ne sont pas issus de ses propres rangs.

Le rôle de ces politiciens est aussi de faire croire que c'est par le vote que la population peut décider de son avenir. Les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire dans ce genre de discours. La seule voie possible pour eux et pour l'ensemble de ceux qui vivent de leur travail sans exploiter personne, c'est de s'organiser politiquement, en toute indépendance, en tant que classe pauvre, en tant que catégorie opprimée de la société.

ÉLECTIONS ÉMAILLÉES DE VIOLENCE À KOUMASSI : UN CAS PARI MI D'AUTRES !

Les élections municipales sont terminées et les résultats sont maintenant connus. L'exemple de Koumassi illustre bien ce que sont en fait tous ces candidats qui veulent montrer un visage « respectable » et qui prétendent avoir un « programme » en faveur des populations.

Dans les faits, il s'agit d'une foire d'empoigne entre brigands qui luttent pour être à la mangeoire et rien d'autre ! Ainsi, à Koumassi, Ibrahim Bakongo Cissé a été désigné par le Rhdp pour le représenter. Non contente, Adjaratou Traoré, appartenant pourtant à ce même parti, a décidé de se présenter en tant que candidate « indépendante ». Qu'ont-ils de différent ? Rien, à

En prenant conscience de son rôle économique dans la société et de la force sociale qu'elle représente, la classe ouvrière est la seule classe mondiale capable de renverser l'ordre bourgeois par la révolution prolétarienne. En prenant le pouvoir, elle peut exproprier la bourgeoisie et bâtir une nouvelle société sans frontière et débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.



Le 2 septembre 2023 dans un des bureaux de vote de l'école maternelle d'Abobo Baoulé.

part leur ambition d'être à la tête d'une commune qui brasse pas mal d'argent !

Ainsi, le 1^{er} septembre, les deux candidats battaient campagne au même endroit sur la place In'challah. Les « microbes » armés de Cissé Bacongo et ceux de Traoré Ajaratou se sont affrontés et il y a eu plusieurs blessés graves.

Le jour de l'annonce de la victoire de Bacongo, ces microbes s'en sont pris à la population en l'agressant et la dépouillant. En somme, ils se comportent comme leurs parrains, à la différence que ces derniers se servent à la source tandis que les petits voyous se rabattent sur les petites gens dans la rue.

AUGMENTATION DU PRIX DU RIZ : NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE POUVOIR D'ACHAT DES PLUS PAUVRES

Le prix du riz a connu une forte augmentation en ce mois de septembre. C'est une denrée de très grande consommation dans les classes populaires. Cela a donc provoqué

la grogne chez les consommateurs qui voient ainsi leur pouvoir d'achat encore grignoté. Le ministre du Commerce est monté au créneau pour donner des explications. D'après

lui, cette situation est due à l'Inde qui a décidé de surseoir depuis juillet à l'exportation du riz qu'elle produit. C'est ce qui aurait entraîné une hausse de 5 à 10 % du prix sur le marché international. Et c'est cette augmentation qui a été répercutée à hauteur de plus de 20 % sur les ménages.

Le ministre a une fois de plus parlé d'un nouveau « plafonnement » du prix. C'est bien là une moquerie envers les pauvres. À la limite, il sert surtout de prétexte à quelques agents véreux de son ministère pour harceler et racketter de petits détaillants.

Côte d'Ivoire

STADE D'EBIMPÉ OU STADE « IMBIBÉ » ?

L'argent dépensé pour réaliser ce stade parle à lui tout seul, même s'il y a un flou artistique qui semble être entretenu pour mieux dissimuler les magouilles. Ainsi, selon les informations qu'on peut trouver ici et là dans les média proches du pouvoir, la Chine aurait fait un « don » de 60 milliards de Francs Cfa pour la construction de ce monument. À cette somme s'ajouterait 145 autres milliards venant des caisses des contribuables. On parle aussi de 20 milliards dépensés uniquement pour la pelouse dont on a vu finalement le résultat il y a de cela quelques jours lors du match test entre l'équipe du Mali et celle de la Côte d'Ivoire : au bout de 20 mn de pluie, la pelouse s'est transformée en piscine !

Mais comme l'a si bien dit le porte-parole du gouvernement : « on ne peut pas couper la tête de quelqu'un à cause d'un phénomène naturel ». Certes, la pluie est un phénomène naturel mais que la pelouse d'un stade qui a coûté autant de milliards se transforme en

Alors, les travailleurs n'ont peut-être pas de prise sur les prix des denrées de première nécessité, mais ils peuvent en contrepartie exiger des augmentations de salaire conséquentes aux capitalistes qui les exploitent et qu'à chaque fois que les prix du marché grimpent, les salaires des travailleurs doivent automatiquement suivre.

C'est en s'organisant de manière conséquente face au patronat et à l'État que les classes laborieuses arriveront à atténuer la dégradation continue de leurs conditions d'existence.

une marre aux canards, c'est moins « naturel ». Cela révèle surtout que quelques milliards sont partis dans les poches de quelques uns plutôt que dans la fabrication d'un système de drainage des eaux de pluies. Reste à savoir la liste des noms des bénéficiaires. Mais ça, on ne le saura pas de si tôt, à moins que le gouvernement ne désigne un ou des boucs émissaires pour tenter de mettre fin à la risée qui se déverse sur lui dans le pays et bien au-delà des frontières.



Maquette du stade olympique d'Ebimpé qui a coûté des milliards et qui est devenu inutilisable à la première grande pluie. Une prouesse !

UNE RENTRÉE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

La rentrée scolaire est là, les problèmes aussi pour les travailleurs. Elle a été fixée à début septembre, mais pour beaucoup d'enfants de famille ouvrière elle ne sera effective qu'en octobre voire en novembre

faute de moyens. Dans ce contexte de flambée généralisée des prix de produits de première nécessité, les frais d'écolage n'échappent pas à la règle et sont en hausse continue. Les fournitures scolaires suivent la

même tendance avec la forte hausse du prix du papier. Dans ces conditions, scolariser correctement les enfants relève d'un vrai casse-tête.

Avec les niveaux actuels des salaires, comment assurer à la fois les dépenses courantes de la famille et les dépenses de rentrée ? Beaucoup de travailleurs doivent recourir à des prêts scolaires octroyés par certains patrons. Mais ces prêts (auxquels les journaliers qui constituent l'écrasante majorité des travailleurs n'ont pas droit) servent tout

juste à déplacer les problèmes parce que les mois suivants au moment des remboursements, les travailleurs se retrouvent avec un bulletin de paie presque nul. Pour beaucoup de familles pauvres, le coût de la scolarisation des enfants est au-delà des revenus. Nombreux sont les enfants qui sont exclus de fait du système éducatif.

Quand on entend les gens du gouvernement nous parler d'école «gratuite et obligatoire», on voit à quel point ils se moquent des pauvres.

SOTACI : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE !

Sotaci est une entreprise de fabrication de matériel de construction comme le fer à béton, les clous, les brouettes, etc. Elle est située dans la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs de cette entreprise ont observé récemment une grève de trois jours. Ils réclament entre autres, une augmentation de salaire, une prime de logement, de meilleures conditions de travail et de sécurité, la fin des entraves à l'exercice du droit syndical.

En effet, avec le boom dans le secteur du bâtiment, cette entreprise fait partie des plus florissantes et ses affaires marchent à merveille. Les travailleurs le voient et le sentent jusque dans leur chair puisque ce sont eux qui produisent et qui enchainent heures supplémentaires sur heures supplémentaires. Les conditions de travail sont

mauvaises, avec de fréquents accidents de travail. Ils ont décidé de réagir. Depuis le début de l'année, ils sont en négociation avec leur direction pour régler les problèmes. Mais la direction a botté en touche toutes les préoccupations des travailleurs. Ces derniers ont dû finalement bloquer l'usine. Malgré de nombreuses pressions et menaces, ils ont tenu trois jours. Même si pour l'instant, les problèmes soulevés n'ont pas trouvé de solution, les travailleurs ont repris le boulot, la tête haute !

Les problèmes que les travailleurs de Sotaci ont soulevé sont les mêmes que ceux rencontrés par les travailleurs des autres usines de la zone industrielle. Ensemble, ils constituent une force capable de faire plier le patronat.

CHANTIER DE L'ÉCHANGEUR DE PORT-BOUËT AKWABA : GROGNE CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS ET LA PRÉCARITÉ DU TRAVAIL

L'échangeur du grand carrefour appelé «Ak-waba» est réalisé par l'entreprise CHEC. Cette entreprise a plusieurs chantiers à travers le pays, notamment dans la région d'Odienné. Mais sur ses différents chantiers, les travailleurs sont toujours confrontés aux mêmes problèmes : bas salaires, les retards de paiement, les contrats précaires etc.

Voici le récit d'un ouvrier:

« Je travaille sur ce chantier depuis près de 8 mois. Auparavant, nous étions sur d'autres chantiers dans la région de Tiébissou. Cette

fois-ci, sur le nouveau chantier, nous avons été confiés à une entreprise de placement de main-d'œuvre. Les salaires qui nous ont été proposés ne sont pas respectés. Quand nous réclamons, ils nous disent qu'ils ne sont pas responsables de ces promesses.

Nous avons des contrats journaliers et payés à la quinzaine. Ce salaire vient toujours en retard, souvent plus de 10 jours après. Nous manquons d'eau potable à boire sur le chantier. Nous sommes obligés de payer de l'eau

car les robinets sont à la base et le chantier est à plus de 500 mètres de là.

Depuis un certain temps, la colère commence à monter. Le patron a eu vent de cela et a rapidement mis fin au contrat de GTS pour faire venir une autre structure dénommée AIS. Pour le moment, cette dernière ne nous a pas encore présenté les contrats,

mais nous savons bien que ça sera blanc bonnet et bonnet blanc.

C'est pourquoi, ceux d'entre nous qui ont quelques expériences de luttes collectives, nous proposons de nous organiser afin de nous faire entendre. Et c'est ce que nous avons commencé à faire ».

GRÈVE RÉPRIMÉE DANS UNE ENTREPRISE DE BTP

CCECC-CI est une entreprise qui exerce dans le secteur du BTP notamment dans la construction des routes. C'est cette entreprise qui a en charge la réalisation d'une partie du tronçon de la route Touba-Ouaninou-Sawéla-Frontière Guinée.

Cette entreprise passe par des structures de placement de main d'œuvre en espérant ainsi se désengager en cas de problèmes. C'est cette structure qui se charge de payer les salaires, mais les problèmes sont légion. Les heures supplémentaires ne sont pas payées, la déclaration à la Cnps pas effective ou encore le salaire payé en retard comme ce fut le cas cette fois-ci.

Le 18 juillet 2023, les travailleurs ont été mis en chômage technique. Une semaine après, la direction a voulu reprendre le travail avec quelques uns, mais les travailleurs ont refusé malgré l'intervention de différentes autorités préfectorales de la région.

C'est ainsi qu'à la fin du mois, elle a voulu utiliser le paiement de salaire comme un appât pour obliger les travailleurs à re-

prendre le travail. Ces derniers ont refusé. Le 9 août, ils se sont rendus sur le chantier pour réclamer leur salaire. Arrivés à la base, on leur fait savoir que l'entreprise n'a pas les moyens financiers pour payer les salaires. Les travailleurs ont érigé des barricades à l'entrée de la base pour que personne ne rentre ni ne sorte tant qu'ils n'auront pas leur salaire.

Ils ont passé toute la nuit à veiller sur les barricades. Le patron a fait intervenir les forces de l'ordre. Finalement, c'est tôt le matin que la gendarmerie est venue gazer les travailleurs. Elle les a même poursuivis jusque dans les villages environnants. C'est par la suite que les autorités de la ville de Touba sont intervenues et ont demandé au patron de soigner les blessés et d'indiquer une date pour le paiement des salaires.

Ce mouvement a montré à ces travailleurs le vrai rôle de l'État, un instrument au service des riches. Car pour avoir réclamé leur salaire, ils n'ont eu droit qu'à des jets de lacrymogène sur leur tête.

Maroc

SÉISME : UN PHÉNOMÈNE GÉOLOGIQUE NATUREL, MAIS SES CONSÉQUENCES SOCIALES NE LE SONT PAS !

Un tremblement de terre s'est produit tout dernièrement au Maroc. Il a fait des milliers de morts et de blessés.

Beaucoup de gens croient encore par ignorance que ce genre de phénomène naturel est provoqué par un dieu qui manifesterait ainsi sa colère contre les hommes. On a

d'abord envie de leur répondre que si c'était bien là le cas, ces gens qui pensent ainsi n'ont pas vraiment une très grande considération envers ce dieu qui serait donc à l'image de tous les despotes sur cette terre, capable de tuer et de maintenir des milliards de personnes dans la misère et la pau-

vreté. Cela, d'autant plus que ce sont les plus pauvres qui meurent dans ce genre de cataclysme. Les riches ont les moyens de vivre dans des bâtiments conçus pour résister aux ondes sismiques. Voilà pourquoi ils sont généralement épargnés dans ce genre de catastrophe.

La science des phénomènes géologiques a permis de comprendre depuis longtemps que ce qui vient de se produire au Maroc est le résultat d'une tension croissante entre deux plaques tectoniques qui a naturellement fini par se rompre et provoquer un soulèvement et un tremblement de terre. Cela étant dit, si le phénomène est donc bien naturel, les morts et les blessés ne le sont certainement pas. Ils sont plutôt le résultat d'une société d'exploitation où une minorité de riches parasites exploitent les travailleurs et les po-

pulations pauvres au point de leur ôter tout moyen pour leur permettre de construire des habitations capables de résister à un tel séisme. Sans compter que les services des secours de l'État marocain ont manqué de moyens pour faire face à la catastrophe.



Des milliers d'habitations ont été détruites. Près de 3000 morts et des milliers de blessés.

International

PENDANT QUE 258 MILLIONS DE PERSONNES VIVENT DANS «L'EXTRÊME PAUVRETÉ», DES MILLIARDS SONT DISTRIBUÉS AUX CAPITALISTES.

Le monde connaît un développement farouche dans les secteurs liés aux productions agricoles et industrielles et les chiffres publiés par l'Unicef sont révélateurs d'une terrible réalité : à l'échelle de la planète, 333 millions d'enfants vivent dans des conditions désastreuses indignes du 3^e millénaire. Nourriture insuffisante, installations sanitaires inexistantes, absence d'un toit sur la tête, défaut d'accès aux soins de santé et à l'éducation, telle est la réalité de cette extrême pauvreté qui touche particulièrement les enfants vivant en milieu rural dans les pays pauvres.

Pour les actionnaires, l'année 2023 est annoncée faste avec 568 milliards de dollars de dividendes distribués au deuxième trimestre, or dans le même temps le nombre d'êtres humains en insécurité alimentaire aigüe a augmenté de 34% par rapport à 2022. Cette

insécurité touche maintenant 258 millions de personnes.

Cette calamité qu'est la pauvreté dans le monde a une cause, c'est ce système capitaliste qui permet à une infime minorité d'individus de détourner sous forme de sommes colossales les richesses produites par le travail de la majorité de la population de la planète. En fait ce qui est produit par le labeur des travailleurs n'est pas destiné à satisfaire les besoins de la population mondiale mais à accumuler toujours plus de lingots d'or, de dollars, d'euros, de yuans... dans les coffres forts des actionnaires.

Il faut bâtir une société dans laquelle les exploités puissent jouir des richesses qu'ils créent, et dans ce but il faudra s'unir pour renverser tous ces régimes qui, par delà les frontières sont tous au service exclusif de la grande bourgeoisie capitaliste.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir